

Le CRDI en Haïti

Par suite de la crise politique qui a abouti à l'intervention de la force de maintien de la paix de l'ONU en Haïti en 2004, le CRDI cherche à amplifier son soutien aux chercheurs et aux établissements de la région afin de les aider à trouver des solutions durables aux problèmes de développement. La communauté internationale appuie la reconstruction de l'État et le Canada collabore avec Haïti, aux côtés d'autres pays donateurs, afin de renforcer les institutions démocratiques et la primauté du droit et d'améliorer les conditions de vie.

Dans un pays se relevant d'un conflit, la recherche est essentielle à l'orientation des activités de développement. Or, en Haïti, alors que les capacités de recherche sont à reconstituer, beaucoup de chercheurs ont quitté le pays. Par ailleurs, les responsables des politiques, devant se concentrer sur le rétablissement des services de base, ont peu de possibilités de connaître les recommandations issues de la recherche et de les mettre en oeuvre.

Le CRDI appuie la recherche en Haïti depuis 1975 et les travaux actuels tiennent compte du contexte d'aujourd'hui. Une initiative vise à renforcer la contribution des pays d'Amérique latine aux efforts de développement d'Haïti. D'autres ont pour but d'aider le gouvernement haïtien à améliorer de manière significative son efficacité et la prestation des services aux pauvres, à renforcer la gouvernance démocratique et à moderniser le secteur public au moyen des technologies de l'information et de la communication. (Voir la rubrique « Quelques projets » ci-après.)

En partenariat avec l'Initiative de recherche en santé mondiale, le CRDI entend accorder des subventions de recherche axées sur l'immunisation et sur l'amélioration de la santé globale de la population haïtienne. L'initiative permettra d'améliorer les taux de survie des enfants de même que la couverture vaccinale dans ce pays où 54 % seulement des enfants de moins d'un an sont immunisés contre la rougeole, alors qu'ils le sont à 90 % ailleurs en Amérique latine et à 66 % en Afrique subsaharienne. Ces subventions s'inscrivent dans le cadre de la vaste Initiative canadienne d'immunisation internationale, qui est financée par l'Agence canadienne de développement international et à laquelle collaborent l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Association canadienne de santé publique.

Plusieurs activités de recherche multipays englobent Haïti. Le CRDI appuie la recherche sur la migration des femmes, notamment une étude sur les Haïtiennes en République dominicaine, et sur d'autres situations de migration en Amérique centrale et du Sud. Sous la gouverne du Centre for Studies in Social Justice de l'Université de Windsor, au Canada, des chercheurs de la région se penchent sur les motifs qui poussent les femmes à migrer, sur les conditions auxquelles elles font face dans les pays d'accueil et sur la façon dont les groupes de la société civile de ces pays peuvent mieux protéger leurs droits. Les chercheurs inviteront les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes multilatéraux à discuter des incidences des résultats de leurs travaux sur le plan des politiques.

Le CRDI en Haïti

Depuis qu'elle a amorcé sa transition à la démocratie en 1986, Haïti s'efforce de réformer les secteurs de la sécurité et de la justice. Depuis 2004, le gouvernement haïtien et la communauté internationale redoublent d'efforts pour atteindre cet objectif. À cet égard, le Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction du gouvernement canadien s'emploie à renforcer la force policière nationale afin qu'elle puisse lutter plus efficacement contre la corruption, l'impunité et les violations des droits de la personne. L'Institut Nord-Sud, une ONG de recherche canadienne financée par le CRDI, s'associe à des partenaires en Haïti afin d'étudier la réforme du secteur de la sécurité. Dans le cadre d'un projet ciblant aussi le Burundi et le Soudan, des équipes de recherche formuleront, pour chaque pays, des recommandations en vue de la réforme du secteur de la sécurité, force policière comprise.

De 1998 à 2001, le CRDI a appuyé la recherche sur la gouvernance et la sécurité en Haïti dans le cadre du projet Aide humanitaire et conflits, dirigé par l'Université Tufts, aux États-Unis. Le Centre a appuyé la troisième phase de cette vaste recherche sur l'aide humanitaire, phase qui incluait une étude de cas sur l'incidence de l'aide alimentaire en Haïti. Publiée dans l'ouvrage *Protection ou partenariat — Le renforcement des capacités locales lors des crises humanitaires*, l'étude a démontré que l'aide humanitaire pouvait miner les efforts locaux déployés pour faire avancer les choses. Elle préconise la recherche de nouvelles stratégies qui permettraient de mobiliser les connaissances et l'énergie des populations touchées, faisant de ces dernières des acteurs plutôt que des victimes. Ainsi, le soutien de l'étranger s'attacherait à lier plus étroitement l'aide humanitaire au renforcement des capacités des collectivités. Cette publication a suscité un débat animé chez les entités qui fournissent de l'aide aux États défaillants; elle a également contribué à façonner la démarche actuelle du CRDI en Haïti.

La sécurité alimentaire est un problème de longue date en Haïti. Grâce à des travaux de recherche appuyés par le CRDI réalisés par CARE Canada à la fin des années 1990, des partenaires locaux ont appris à 1 100 habitants de 11 quartiers de Port-au-Prince à cultiver des légumes dans des

endroits exigus. Selon l'évaluation du projet, l'expérience a permis d'améliorer le régime alimentaire et la santé des habitants, de créer des liens sociaux et d'accroître l'estime de soi chez les femmes. Les ménages ont également réduit leurs dépenses alimentaires et appris à mieux gérer les déchets. Ce projet, ainsi que le soutien appréciable que le CRDI accorde à la recherche d'avant-garde en matière d'agriculture urbaine dans beaucoup d'autres pays, ont influencé l'appui consenti à Haïti actuellement. En outre, le Canada et l'Argentine réalisent conjointement un projet de jardin communautaire.

En 2007, dans le cadre des efforts qu'il déploie en vue de constituer une assise de données probantes sur le développement en Haïti issues de la recherche, le CRDI a accordé des bourses à deux étudiants au doctorat à l'Université de Montréal afin qu'ils réalisent des études sur le terrain présentant un intérêt pour Haïti. Thierno Baldé se penche sur le système de surveillance des maladies infectieuses et les moyens de l'améliorer. De son côté, Ilionor Louis, d'origine haïtienne, a entrepris une étude de cas sur la capacité des populations marginalisées d'obtenir des services publics et des droits fonciers en recourant à l'action collective portant sur trois communautés au Mexique, en Haïti et à Montréal.

Globalement, le CRDI a appuyé 19 activités de recherche portant sur Haïti totalisant près de 2,6 millions CAD. Quatre projets, d'une valeur de près de 1,2 million CAD, sont en cours, certains ayant une portée régionale.

QUELQUES PROJETS

Collaboration régionale pour consolider la paix en Haïti

Haïti a connu de longues périodes de conflit interne et de détérioration sociale, un cycle de turbulence qui a abouti à la rébellion de 2004. Les efforts qu'Haïti déploie pour se reconstruire depuis sont soutenus par d'autres pays du continent, dont le Canada, mais aussi des voisins latino-américains qui ont une certaine expérience des conflits et des activités de redressement.

Toutefois, les besoins criants d'Haïti posent des défis particuliers à sa reconstruction, y compris pour ces voisins qui souhaitent lui venir en aide. En effet, leur expérience en matière de maintien de la paix et de coopération internationale est encore jeune. Ils doivent établir les assises leur permettant de se lancer dans ce genre de programme de développement. C'est ainsi qu'en 2007, le CRDI a appuyé une importante initiative de recherche réunissant des spécialistes de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique.

Les équipes effectuent des études complémentaires sur des enjeux précis : celle de l'Argentine examine la promotion des investissements et la sécurité alimentaire; celle du Mexique analyse le développement économique local, les partenariats et le rôle des envois d'argent; celle du Brésil se concentre sur les droits de la personne, la culture et le processus décisionnel démocratique; celle du Chili examine le rôle des organismes de la société civile dans le façonnement de la démocratie.

On entend offrir des voyages d'étude et de la formation dans les quatre pays à des chercheurs, des responsables des politiques et des praticiens du développement haïtiens, et organiser des conférences publiques sur la réalité haïtienne.

En outre, ce projet favorise la coopération entre les quatre établissements de recherche participants, de même qu'entre les centres de recherche canadiens et latino-américains. Vu le potentiel du projet quant à de futures activités de maintien de la paix et de reconstruction après les conflits de la part des quatre pays, son incidence pourrait dépasser de loin l'objectif initial qui est d'éclairer le débat sur la coopération en Haïti.

(Projet n° 103985 — Reconstruction d'Haïti : renforcement des capacités de recherche dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes; période visée : 2007–2009; contribution du CRDI : 594 836 CAD; personne à contacter au CRDI : Federico Burone; partenaires de recherche : Andreas Feldman, Pontificia Universidad Católica de Chile; courriel : afeldmann@uc.cl; tél. : 56-2-661-8440; Ricardo Antonio Silva Seitenfus, Faculdade de Direito de Santa Maria, Brazil; courriel : independencia@viavale.com.br; tél. : 55-55-3220-2500; Gustavo Vega Cánovas, Centro de Estudios Internacionales, Colegio de México; courriel : gvega@colmex.mx; tél. : 52-55-5449-3015; Miguel Lengyel, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales – Argentina; courriel : mlengyel@flacso.org.ar; tél. : 54-11-5238-9300)

Les TIC au service de la gouvernance démocratique

Le CRDI aide Haïti à explorer de quelles façons elle peut tirer parti du vaste potentiel qu'offrent les technologies de l'information et de la communication pour stimuler le développement. Le gouvernement d'Haïti reconnaît que les TIC peuvent jouer un rôle clé pour ce qui est de renforcer l'économie et les systèmes de santé et d'éducation et de favoriser la transparence et le dialogue avec les citoyens.

En août 2007, le CRDI a permis à une délégation haïtienne, menée par Franz Verella, le ministre des Transports, des Travaux publics et des Communications, d'assister à une rencontre de deux jours réunissant à Ottawa des spécialistes du cybergouvernement canadiens et étrangers. La rencontre avait pour but de discuter de l'expérience du Canada en la matière et des enseignements tirés d'initiatives appuyées par le CRDI en Afrique.

Le gouvernement d'Haïti a accès à une gamme d'outils et à une expertise en matière de TIC grâce au Réseau des chefs de file du cybergouvernement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Red GEALC), établi en 2003 avec l'appui du CRDI. Haïti est membre du Red GEALC depuis mai 2007.

(Projet n° 104408 — Renforcement de la gouvernance démocratique en Haïti grâce au recours aux technologies de l'information et de la communication; période visée : 2007–2008; contribution du CRDI : 53 000 CAD; personne à contacter au CRDI : Angelica Valeria Ospina)

Le CRDI en Haïti

Une collectivité virtuelle prend des forces

Si Haïti se situe près d'autres îles des Antilles, les différences d'ordre culturel, linguistique et socioéconomique nuisent souvent à la communication et à la coopération qui pourraient contribuer à réduire la pauvreté. Pour différents groupes — allant de la société civile au gouvernement —, les TIC représentent un moyen de faire tomber ces barrières. La Communauté virtuelle des intervenants dans le domaine des TIC des Caraïbes (CIVIC) est devenue une tribune importante qui permet d'échanger l'information, de discuter et d'établir des liens entre les acteurs, les idées et les initiatives.

De concert avec trois autres organismes — la Fundación Taigüey (République dominicaine), le Jamaica Sustainable Development Network et DevNet (Guyana) —, l'Association haïtienne pour le développement des TIC participe à une initiative soutenue par le CRDI, appelée CarlSnet, qui a pour but de renforcer la CIVIC et d'en étendre la portée dans les pays francophones et hispanophones des Caraïbes. CarlSnet a permis la mise en place de groupes de discussion et d'un centre d'information sur les politiques, les initiatives, les compétences, les ressources et les possibilités en matière de TIC dans les Caraïbes. Une réunion tenue en Haïti en 2006 a contribué à faire connaître la CIVIC davantage. Résultat : plusieurs autres pays francophones ont adhéré au réseau.

Grâce au soutien du CRDI et de l'Agence canadienne de développement international, CarlSnet II permet de renforcer les capacités des intervenants dans le domaine des TIC des Caraïbes de diriger et de favoriser la collaboration,

le dialogue et la recherche de consensus en ligne. On s'affaire également à élaborer un plan de travail de deux ans en vue d'une collaboration dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la participation démocratique et de la compétitivité économique. Cela permettrait par exemple aux enseignants et aux spécialistes de la santé haïtiens d'être au courant des stratégies fructueuses mises en oeuvre dans les pays voisins et de les adapter à leurs propres établissements.

(Projet n° 103823 — CarlSnet II : renforcer la Communauté virtuelle des intervenants dans le domaine des TIC des Caraïbes; période visée : 2008–2009; contribution du CRDI : 87 197 CAD; personne à contacter au CRDI : Angelica Valeria Ospina; partenaire de recherche : Valerie Gordon, Jamaica Sustainable Development Network Limited, 89½ Half Way Tree Road, Kingston 10, Jamaica; courriel : gordon.valerie@gmail.com; tél. : 876-968-0323)

Pour un complément d'information, prière de communiquer avec le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes :

Avenida Brasil 2655, 11300 Montevideo, Uruguay
tél. : 598-2-709-0042
télééc. : 598-2-708-6776
courriel : lacroinf@idrc.org.uy
site Web : www.idrc.ca/lacro

Septembre 2008

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis près de 40 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : 613-236-6163
Télééc. : 613-238-7230
Courriel : info@crdi.ca